

Pandémies

La pandémie de Covid-19 a suscité une réaction politique particulièrement forte. Elle ne constitue pourtant pas un phénomène inédit, ni par son ampleur, ni par sa gravité. La chronique des pandémies connues est longue. Peste au VI^{ème} siècle, peste noire de 1347 resurgissant de manière récurrente jusqu'en 1720, « grande mortalité » dans les Amériques dès 1492, choléra (1826, 1832), grippe russe (1889), grippe espagnole de 1918, grippe asiatique de 1957 (2 millions de morts dans le monde, dont 100 000 en France), grippe de Hong Kong en 1969 (31 000 morts en France et 1 million dans le monde), SRAS en 2002, grippe A H1N1 en 2009 (entre 100 000 et 400 000 morts), regain de rougeole en 2018, virus Ebola en 2014-2016 (en Afrique de l'Ouest), Dengue (grippe tropicale) en 2016, et enfin Covid-19 aujourd'hui... l'équilibre dynamique entre bactéries, virus et humains bascule souvent dans des spirales qui déciment ces derniers.

Récurrentes et universelles, les pandémies présentent de nombreuses facettes propices à l'analyse par les sciences sociales.

Révélation de valeurs implicites

Suscitant des réactions différentes selon les époques et les pays, les pandémies agissent comme des révélateurs des structures et des valeurs des sociétés qu'elles frappent, et constituent des phénomènes propices aux analyses comparatives.

Concernant la pandémie de covid-19 par exemple, les politiques nationales ont été variables : confinement plus ou moins coercitif, précocité du dé-confinement, réactivité du système de prévention, de diagnostic et de soins, soutien à l'activité économique et aux revenus. Cette diversité des réactions révèle les choix implicites qui caractérisent les politiques passées et les gouvernements en place. Elle reflète les valeurs qui président aux arbitrages réalisés : nombre de morts contre perte d'activité, libertés individuelles contre sauvetage collectif, court terme versus long terme, etc. Si le confinement n'a pas été rendu obligatoire en Suède, par exemple, est-ce parce que ce pays valorise la responsabilité individuelle par-dessus tout ? La crise sanitaire permet ainsi de caractériser le contrat social des sociétés qui y sont confrontées.

Rapport à la mort et prix de la vie humaine

De la même manière, l'évolution des réactions face aux pandémies révèle celle des attitudes fondamentales des sociétés humaines face aux questions fondamentales, notamment le rapport à la mort, et son corollaire, la valeur implicite de la vie humaine. La mort paraît inacceptable à nos sociétés occidentales et l'irruption de cette menace dans nos vies quotidiennes fait figure d'exception scandaleuse. Mais tel n'a pas toujours été le cas. Si l'épidémie de 1918-1919 n'a connu aucune publicité, est-ce parce qu'elle s'affichait sur fond de l'hécatombe de la première

APPEL A CONTRIBUTIONS
POUR LA JOURNEE DES SCIENCES SOCIALES 2021

guerre mondiale ? En retour, lorsque les rites funéraires se trouvent perturbés par la pandémie, comment cela affecte-t-il le rapport aux morts et la mort elle-même ?

La pandémie repose même la question sulfureuse du « prix de la vie ». Un prix est toujours relatif ; il mesure la valeur d'une chose par rapport à une autre. Les prix relatifs guident l'allocation des ressources rares (faut-il construire un hôpital, un rond-point ?), si bien que le prix de la vie est certainement au fondement de toute politique, même s'il s'agit généralement d'une notion taboue. Comparer le prix de la vie de différentes personnes est également tabou : à qui attribuer les trop rares lits d'hôpital ? La pandémie ravive ces questionnements.

Pandémie et démographie

Chaque pandémie, selon sa physionomie, affecte la démographie des pays touchés, et met en évidence le rôle de celle-ci dans les valeurs d'une société et son développement. En affectant la taille de la population, mais aussi la structure de la pyramide des âges, voire des genres, la pandémie modifie nécessairement le fonctionnement d'une société, ses préférences, son développement et sa force relative par rapport aux autres.

En retour, l'accroissement de la population mondiale n'accroît-elle pas le risque de pandémie du fait de la densité de population, mais aussi des pratiques alimentaires et des modes de production en général, dont l'impact sur l'environnement pourraient favoriser les crises sanitaires ?

Récits et interprétations

Fléau catastrophique mais naturel, la pandémie attire les interprétations religieuses ou anthropocentriques. Dans le premier cas, la pandémie se voit interprétée comme une punition divine, en réponse à la culpabilité supposée d'un groupe de la population. Dans le deuxième cas, elle est interprétée comme le résultat d'un complot humain (manipulation par un laboratoire, plan secret d'un gouvernement, stratégie géopolitique, etc.). Cette recherche d'une culpabilité ou d'une intentionnalité humaine relève de biais classiques d'attribution. On projette sur le phénomène biologique une volonté surnaturelle ou politique. Dans les deux cas, la connaissance scientifique ou pragmatique du monde est décrédibilisée, voire criminalisée. Les récits entourant les pandémies sont donc des révélateurs des forces idéologiques de chaque époque.

Confiance dans la science

La pandémie actuelle met au défi les systèmes de soins, notamment hospitalier. La performance du secteur de la santé devient soudainement visible. La recherche médicale devient une priorité. Peut-on tracer un lien entre les pandémies et les progrès de la science ? Comment la course aux traitements et aux vaccins avive-t-elle les débats autour de la découverte scientifique et de la méthode d'établissement de la preuve ? Quelles sont les conditions de la confiance dans la médecine, les professions de santé, et même les statistiques de santé publiques ? Celles-ci varient-

APPEL A CONTRIBUTIONS
POUR LA JOURNEE DES SCIENCES SOCIALES 2021

elles au cours du temps ? A quel point faut-il relativiser les exigences d'établissement de la vérité scientifique et de la mise en œuvre des protocoles de prévention et de soins qui président à chaque époque ?

Pandémies et question écologique

Les pandémies sont-elles liées aux changements climatiques, à la fonte du permafrost, ou encore à la perte de biodiversité ? Quelles dynamiques socio-économiques conduisent à des épidémies de maladies infectieuses et à des crises sanitaires ? Peut-on tirer des enseignements de la pandémie de COVID-19 afin d'atténuer les futures crises liées au climat ?

Désorganisation sociale et économique

En neutralisant une proportion importante d'acteurs et d'agents économiques, la pandémie fait également apparaître les chaînes d'interdépendance autour desquelles s'organisent la société et l'économie. Lors de la crise actuelle, les chaînes logistiques de valeur se voient beaucoup plus perturbées dans certains pays (USA) que dans d'autres. Ceci semble dépendre notamment de la place de l'Etat et des petites entreprises dans le tissu économique. La pandémie interroge donc l'organisation et l'allocation des ressources au sein de nos sociétés.

La pandémie interroge également le rapport des individus et des sociétés à l'espace et au temps. Selon les contextes historiques et selon les réponses qui lui sont apportées, la pandémie transforme le rapport à l'espace (au XXI^e siècle, mise en cause des hyper-mobilités, contrôle des déplacements) et le rapport au temps (au XXI^e siècle, désordres dans les temps religieux, sportifs, politiques, scolaires, professionnels). Dans quels contextes spécifiques l'espace devient-il le lieu du contrôle des institutions sur les populations ? Et dans quels contextes le temps devient-il le lieu de l'auto-contrôle des populations sur elles-mêmes ?

Interdépendance et globalisation

Avec la fermeture des frontières qu'elle suscite, la pandémie actuelle désorganise surtout les chaînes de valeur mondiales en interrompant les relations internationales entre fournisseurs et clients. L'effondrement de la production et des livraisons qui en découlent souligne l'ampleur de la dépendance de chaque pays vis-à-vis de l'extérieur (notamment de la Chine, pour ce qui est de la crise actuelle). La question de l'autonomie nationale réapparaît. Le multilatéralisme hérité du lendemain de la seconde guerre mondiale est remis en question. La question de l'échelle d'autonomie à rechercher se pose également. Dans le cas de la France : autonomie nationale ou européenne ?

APPEL A CONTRIBUTIONS
POUR LA JOURNEE DES SCIENCES SOCIALES 2021

Confiance dans le politique

La pandémie met à l'épreuve la confiance dans la gestion de la crise par les gouvernements nationaux, mais aussi les institutions supranationales, européennes ou internationales telles que l'OMS. Rassemblement national contre un ennemi commun ou défiance accrue envers le politique, quel est l'effet d'une pandémie ?

Fracture sociale et virtualisation

Enfin, la pandémie du covid-19 accélère le passage à une société et à une économie numérique, où les relations deviennent virtuelles. Travail à distance, visio-conférences, cours en ligne... pour certains, l'activité économique se poursuit sur un mode dématérialisé. Pour d'autres au contraire, le travail devient précaire, ou exige une présence physique. Cette fracture recoupe-t-elle les anciennes lignes de clivages sociaux ? L'analyse de ce tournant virtuel reste à faire.

La pandémie met en évidence des inégalités dissimulées, elle révèle et déplace des clivages sociaux et de sexe. Est-ce que ce bouleversement transforme les représentations de la solidarité et conduit vers un nouvel État-providence ? Au contraire, assistons-nous à une accentuation des conflits et des tensions, des fermetures identitaires ? Plus largement, comment la pandémie affecte les systèmes démocratiques ?

Le présent appel à contributions scientifiques s'adresse aux enseignants-chercheurs et chercheurs de toutes les disciplines des sciences sociales. Il se prête à diverses approches et présente des enjeux notamment pour l'histoire, l'anthropologie, la démographie, l'économie, la sociologie, les sciences cognitives, la psychologie, le droit... Toutes ces disciplines sont invitées à éclairer ce thème selon leurs propres méthodes et leurs problématiques spécifiques.

Le but de cet appel est de mobiliser les chercheurs – post-doctorants, chercheurs et enseignants-chercheurs... – qui travaillent sur ce thème et sur d'autres qui s'en rapprochent. Les projets susceptibles d'être retenus associeront des recherches théoriques et empiriques de qualité à des problématiques relativement ouvertes et générales.

Les prix de 2500 euros s'adressent aux enseignants-chercheurs et chercheurs en début ou milieu de carrière. Sont éligibles les personnes de toute nationalité et tout statut, rattachées à des institutions de recherche françaises (même si elles exercent à l'étranger) ou européennes et titulaires d'une thèse de doctorat.